



PRÉFET DU BAS-RHIN

**DIRECTION DES SECURITES**  
**Bureau des Polices Administratives**

**ARRÊTÉ DU 2 DECEMBRE 2019**

**PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA VENTE, DU STOCKAGE,  
DU TRANSPORT, DE L'IMPORTATION, DE L'EXPORTATION,  
DU TRANSFERT ET DE L'UTILISATION DES ARTIFICES DE  
DIVERTISSEMENT ET ARTICLES PYROTECHNIQUES**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST,  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST,  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- Vu** le code de la sécurité intérieure ;
- Vu** le code pénal ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles R.557-6-1 et suivants ;
- Vu** le code de la défense, notamment ses articles L.2352-1 et suivants, R.2352-1, R.2352-89 et suivants et R.2352-97 et suivants ;
- Vu** le code des douanes, notamment son article 38 ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2542-2 et suivants ;
- Vu** le décret du 22 juin 2017 portant nomination de M. Jean-Luc MARX, préfet hors classe, aux fonctions de Préfet de la région Grand Est, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet du Bas-Rhin ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n°2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;
- Vu** le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
- Vu** le décret n°2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;
- Vu** l'ordonnance du Conseil d'État n°395590 du 29 décembre 2015 ;
- Vu** le Plan gouvernemental de vigilance, de prévention et de protection face aux menaces d'actions terroristes Vigipirate n°10200/SGDSN/PSN/PSE du 1<sup>er</sup> décembre 2016 ;
- Vu** l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
- Vu** l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs ;
- Vu** l'arrêté du 13 septembre 2013 portant réglementation de la vente et de l'usage des pétards, artifices élémentaires et pièces d'artifice dans le département du Bas-Rhin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 portant délégation de signature à Monsieur Dominique Schuffenecker, Directeur du Cabinet du Préfet de la région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin ;

**Considérant** la forte tradition de l'usage de pétards et artifices de divertissement dans le Bas-Rhin ;

**Considérant** que l'utilisation des artifices de divertissement et articles pyrotechniques impose des précautions particulières, au regard des dangers, accidents, et atteintes graves aux personnes et aux biens, des troubles à la tranquillité et à l'ordre publics, qui peuvent résulter de leur utilisation inappropriée, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de grands rassemblements de personnes et singulièrement lorsqu'ils sont détournés pour un usage à tir tendu vers les personnes ou les biens ;

**Considérant** qu'au vu des menaces qui ont justifié la mise en œuvre du plan Vigipirate, il est nécessaire de protéger des sites sensibles identifiés en raison de leur valeur symbolique ou du public qu'ils accueillent ;

**Considérant** la prégnance de menace terroriste sur le territoire national ;

**Considérant** les événements qui se sont déroulés le 11 décembre 2018 au soir à Strasbourg ;

**Considérant** que des mesures renforcées se justifient particulièrement durant la période de fin d'année qui est l'occasion de la tenue de nombreuses manifestations, en particulier des marchés de Noël, à l'origine de grands rassemblements de personnes dans le Bas-Rhin ;

**Considérant** que des mesures renforcées se justifient plus particulièrement au cours de la période durant laquelle survient la grande majorité des accidents et blessures causées par des pétards et artifices de divertissement dans le Bas-Rhin ;

**Considérant** que dans ce contexte de forte tension, et notamment à l'occasion de grands rassemblements de personnes, l'utilisation de pétards est de nature à créer des désordres et mouvements de panique ;

**Considérant** que l'utilisation de pétards est susceptible de provoquer des alertes inutiles des forces de l'ordre et de les détourner ainsi de leurs missions de sécurité ; qu'elle est également susceptible, en couvrant les détonations d'armes à feu, de masquer une attaque réelle, risquant ainsi d'accroître le nombre de victimes ;

**Considérant** qu'il y a lieu de renforcer les mesures de l'arrêté du 13 septembre 2013 portant réglementation de la vente et de l'usage des pétards, artifices élémentaires et pièces d'artifice dans le département du Bas-Rhin ;

**Sur proposition** de Monsieur le Directeur de Cabinet,

### Arrête

#### **Article 1<sup>er</sup> – portée de l'arrêté**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sur l'ensemble du territoire du département du Bas-Rhin à compter du mercredi 4 décembre 2019 et jusqu'au dimanche 5 janvier 2020 inclus.

#### **Article 2 – interdictions à proximité des grands rassemblements de personnes**

L'utilisation, le port et le transport des artifices de divertissement et articles pyrotechniques sont interdits dans tout lieu où se tient un grand rassemblement de personnes, ainsi qu'à ses abords immédiats.

#### **Article 3 – utilisation dans le cadre des spectacles pyrotechniques**

Par dérogation à l'article 2, est autorisée la mise en œuvre d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques, par des personnes titulaires d'un agrément relatif à l'acquisition, la détention et la mise en œuvre des artifices de divertissement de catégorie F4 et des articles pyrotechniques destinés au théâtre de la catégorie T2 et d'un certificat de qualification F4-T2 de niveau 1 ou 2.

#### **Article 4 – restrictions d’usage pour les mineurs**

La détention, le transport et l’utilisation d’artifices de divertissement et articles pyrotechniques des catégories F2, F3, F4, T1, T2, P1 et P2 sont interdits aux mineurs.

#### **Article 5 – interdiction de la vente au déballage**

La vente au déballage d’artifices de divertissement et d’articles pyrotechniques est interdite, qu’elle se déroule sur terrain public ou privé ou à l’occasion de marchés, conformément aux articles L.2352-1 et suivants et R.2352-97 et suivants du code de la défense.

#### **Article 6 – vente réservée à certaines personnes titulaires d’un agrément et d’un arrêté accordant un certificat de qualification**

1. Les artifices de divertissement et articles pyrotechniques auto-propulsés de la catégorie F3, susceptibles d’être détournés pour un usage en direction des personnes ou des biens, tels que les fusées, chandelles ou bombes de mortier, ne peuvent être vendus qu’aux personnes titulaires d’un agrément relatif à l’acquisition, la détention et la mise en œuvre des artifices de divertissement de catégorie F4 et des articles pyrotechniques destinés au théâtre de la catégorie T2 et du certificat de qualification F4-T2 de niveau 1 ou 2 et ne peuvent être mis en œuvre que par des personnes titulaires de tels agréments et certificats.

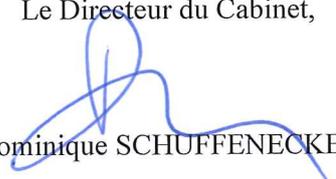
2. Les artifices de divertissement et articles pyrotechniques de la catégorie F4, T2 et P2 sont réservés aux personnes titulaires d’un agrément relatif à l’acquisition, la détention et la mise en œuvre des artifices de divertissement de catégorie F4 et des articles pyrotechniques destinés au théâtre de la catégorie T2 et d’un certificat de qualification F4-T2 de niveau 1 ou 2 et ne peuvent être mis en œuvre que par des personnes titulaires de tels agréments et certificats.

#### **Article 7 – autorités chargées d’exécuter le présent arrêté**

Le Directeur du Cabinet du Préfet du Bas-Rhin, les Sous-Préfets d’arrondissement, la Directrice départementale de la sécurité publique, le directeur interdépartemental de la police aux frontières, le Colonel commandant adjoint de la région de gendarmerie Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin, le Directeur régional des douanes à Strasbourg, les Maires des communes du département du Bas-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Fait à Strasbourg, le 2 décembre 2019

Le Préfet  
Pour le Préfet,  
Le Directeur du Cabinet,

  
Dominique SCHUFFENECKER

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS : voir page suivante**

#### **DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

I - La présente décision peut être contestée dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, soit :

## DELAIS ET VOIES DE RECOURS

I - La présente décision peut être contestée dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, soit :

- ° par recours gracieux auprès de mes services, à l'adresse suivante :

M. le Préfet du Bas-Rhin  
Direction des Sécurités  
Bureau des Polices Administratives  
5, place de la République  
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

- ° par recours hiérarchique auprès de :

M. le Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau  
75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former un recours contentieux par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif  
31, avenue de la Paix  
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

**Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).**

Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.